



Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets

À publier immédiatement

COMMUNIQUÉ

Les écologistes demandent plus d'inspecteurs en environnement

Montréal, le 8 mai 2007 - Tandis que les travaux parlementaires reprennent à l'Assemblée nationale du Québec, le Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets (FCQGED) demande au gouvernement libéral de prévoir dans son prochain budget une hausse des effectifs du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) dédiés à l'inspection des lieux d'élimination d'ordures.

À ce sujet, le Front commun rappelle à la nouvelle titulaire du MDDEP, M^{me} Line Beauchamp, que le vérificateur général du Québec a conclu en décembre dernier que le ministère n'était pas en mesure de faire adéquatement son travail de surveillance environnementale. D'une part, près de la moitié des dépotoirs n'ont pas fait l'objet d'inspection en 2006, et d'autre part, lorsqu'il y a eu des visites, l'ensemble des exigences réglementaires a été examiné dans seulement 24 % des sites inspectés. Même les conditions particulières des certificats d'autorisation et des décrets du conseil des ministres n'ont pas été vérifiées dans 36 % des cas au cours de la même période.

« Il est inadmissible que les normes environnementales relatives à l'acceptabilité et la dangerosité des déchets, la présence de contaminants ou la protection de la nappe phréatique ne soient pas contrôlées systématiquement dans tous les sites » a déclaré le président du FCQGED, M. Gilles Côté. « Ces lacunes illustrent le fait qu'avec 192 millions, soit 0,36 % du budget de l'État, le ministère de l'environnement ne dispose pas de ressources financières suffisantes pour accomplir sa mission sur tout le territoire québécois et nous espérons que cette situation sera corrigée par le gouvernement libéral dans le prochain budget avec une hausse du nombre d'inspecteurs du MDDEP sur le terrain », a ajouté M. Robert Ménard, directeur général du Front commun, en signalant que ce laxisme dans l'application de la loi se manifeste aussi par la présence depuis les années 90 de 600 à 1 500 dépotoirs illicites sur le territoire public.

À propos du FCQGED

Depuis 16 ans, le FCQGED, qui regroupe 86 organisations issues de 14 régions, réalise sa mission de promouvoir la qualité de l'environnement par la recherche, l'information, la formation et la mobilisation concernant la gestion écologique des déchets en se basant sur le principe des 3R (réduction, réutilisation, recyclage), la responsabilisation, la régionalisation et la démocratisation.

- 30 -

Source : M. Robert Ménard, directeur général
(514) 396-2686
info@fcqged.org